



## *L'école : mode d'emploi*

*Il y a plus de décrocheurs au Canada que dans beaucoup d'autres pays. Cette hémorragie porte atteinte à notre compétitivité. Mais le problème n'est pas seulement économique. Il porte aussi atteinte aux chances de bonheur des décrocheurs.*

Les parents de la plupart des pays du monde seraient sans doute très surpris d'apprendre que tant de jeunes Canadiens quittent l'école secondaire sans diplôme : ils sont si nombreux à ne pas avoir les moyens d'envoyer leurs enfants ne serait-ce qu'à l'école primaire. Ceux qui parviennent à donner aux leurs une instruction plus poussée font souvent des sacrifices personnels héroïques pour arracher leur progéniture à une vie de labeur et de pauvreté et lui ouvrir les portes d'un monde plus humain.

Dans beaucoup de pays sous-développés, les écoles publiques sont tellement bondées, désorganisées et dépourvues que ce n'est même pas la peine d'y inscrire ses enfants. Quant aux établissements privés, ils coûtent trop cher (et ne valent pas mieux, parfois, que les écoles publiques). La plupart des jeunes du Tiers-Monde ne fréquenteront jamais un collège d'enseignement technique à cause des frais de scolarité, encore moins une université. Ceux qui ont cette bonne fortune étudient sans relâche, aiguillonnés par la peur de gâcher leur unique chance d'obtenir un diplôme ou un certificat.

Selon ces critères, le Canada fait figure de paradis scolaire. Ses citoyens n'ont-ils pas tous le droit inaliénable à une instruction de qualité dans des établissements financés par les deniers publics ? Notre réseau national compte des milliers d'écoles primaires et secondaires, des centaines d'établissements d'enseignement postsecondaire et plus de soixante universités. Le Canada est l'un des pays qui affecte le plus d'argent à l'éducation en proportion de ses ressources. L'accès quasi universel des jeunes à l'enseignement postsecondaire est garanti par des subventions publiques indirectes de près de 16 000 \$ par étudiant.

Ce trésor national est pourtant dédaigné par ceux-là même qu'il doit servir. D'après l'étude la plus prudente dont nous disposons, au moins 18 pour cent des jeunes Canadiens décrochent avant la dernière année du cours secondaire. La comparaison avec les autres pays industrialisés n'a rien de consolant : la moitié environ des 25 membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques décernent proportionnellement plus de diplômes d'études secondaires que le Canada. Sur ce plan, nous nous classons au même niveau que les pays industrialisés les moins avancés : la Grèce, la Turquie, le Portugal.

Parce que neuf décrocheurs sur dix ne terminent pas leur dixième année, l'analphabétisme continue à fleurir dans notre pays. Des recherches très sérieuses ont démontré qu'au moins 24 pour cent des Canadiens de 18 ans et plus sont incapables de lire un texte simple ou d'effectuer les opérations arithmétiques élémentaires. Cela correspond *grosso modo* aux estimations de la moyenne mondiale, qui prennent en compte les milliards de paysans incultes du Tiers-Monde ! Ironie du sort : cet analphabétisme fonctionnel est un fardeau plus lourd à porter au Canada que dans les pays moins avancés, où il est mieux accepté parce que plus répandu.

Informé du taux de décrochage scolaire au Canada, un habitant du Tiers-Monde penserait probablement que ces jeunes ont abandonné l'école pour aider leurs familles à survivre ou encore – si l'espérance de vie est faible dans son pays – que la mort de leurs parents les condamne à travailler pour pouvoir manger. Il aurait tort : d'après une enquête menée en 1991 par Statistique Canada, seulement neuf pour cent des répondants ont quitté l'école parce

qu'ils devaient gagner leur pain quotidien. Le groupe des décrocheurs compte un peu plus d'enfants de familles monoparentales pauvres ou de parents chômeurs que celui des diplômés, mais la majorité vit dans un cadre familial normal et financièrement viable.

L'explication du mystère pourrait aussi tenir au fait que notre culture, comme d'autres, ne valorise pas l'instruction, notamment pour les filles. Le problème, c'est que 93 pour cent des parents interrogés dans le cadre de la même enquête trouvaient « très important » que

*L'économie canadienne s'est transformée, mais les mentalités ont à peine évolué*

leurs enfants terminent leurs études secondaires. En toute logique, ils ont dû les encourager à poursuivre. Notre taux de décrochage reflète en réalité un fait de culture qui ne s'observe pas dans des pays plus

traditionalistes que le Canada : le peu d'influence des parents sur leurs enfants adolescents.

Un parent responsable de n'importe quel autre pays serait sans doute stupéfait d'apprendre que l'une des raisons les plus souvent avancées pour justifier l'abandon des études est... l'ennui. C'est même le principal motif de décrochage pour les jeunes filles interrogées par Statistique Canada : 22 pour cent l'ont invoqué. Chez les garçons, 18 pour cent le citent en premier lieu, et il a probablement joué un rôle non négligeable dans la décision des 28 répondants sur cent qui avaient envie de faire un travail plus « concret » que le travail scolaire. Le trouvaient-ils trop difficile ? Pas forcément puisque plus de la moitié d'entre eux obtenaient la note de passage au moment où ils ont « lâché l'école ».

Des gens ayant grandi dans une société plus simple concluraient sans doute que la nôtre crée beaucoup d'emplois à la portée des décrocheurs des deux sexes, à l'instar de la leur. À l'extérieur du Premier-Monde, en effet, la force de travail humaine conserve sa primauté. Dans une économie industrielle, en revanche, les tâches routinières sont presque toutes automatisées, et il n'est ni nécessaire ni même tellement possible de gagner son pain, comme jadis, « à la sueur de son front ».

Bien sûr, on trouve encore dans les services des emplois peu spécialisés : serveur de restaurant, livreur... La plupart des décrocheurs dérivent vers ce cul-de-sac mal rémunéré. Toujours d'après l'enquête de Statistique Canada, en 1991, 51 pour cent des décrocheurs et 61 pour cent des décrocheuses avaient un revenu annuel brut inférieur à 10 000 \$, 28 pour cent des hommes et un pourcentage égal de femmes avaient connu une période plus ou moins longue de chômage au cours des 12 mois précédant

l'enquête, et un nombre disproportionné de répondants vivaient de l'aide sociale. Ceux et celles qui décrochent tôt ne peuvent pas ignorer complètement le risque économique qu'ils courent : il crève les yeux.

Si le décrocheur type n'abandonne pas pour des motifs pécuniaires, et s'il sait qu'il y a un prix économique à payer, qu'est-ce qui peut bien le pousser à prendre cette terrible décision ? L'histoire et la psychologie proposent certains éléments de réponse. La seconde postule notamment qu'un peuple trop « gâté » finit par se croire à l'abri des revers de fortune. Or, les Canadiens ont été gâtés en matière d'éducation depuis l'ère coloniale.

À une époque où les pays les plus avancés d'Europe n'instruisaient qu'une faible proportion d'enfants privilégiés, les Canadiens envoyaient les leurs à l'école, quels que fussent leurs moyens financiers ou leur classe sociale. L'Église de Nouvelle-France avait instruit les enfants des premiers Canadiens. À leur arrivée, les Loyalistes instaurèrent dans leur nouvelle patrie un réseau d'écoles publiques semblable à celui qu'ils avaient connu dans les ex-colonies américaines. Dès 1850, des établissements publics d'enseignement secondaire coiffaient ce réseau d'écoles primaires financé par l'État. Les deux sexes y avaient accès, ce qui ne laisse pas d'étonner quand on songe que presque partout ailleurs, les filles n'allaient même pas à la « petite école ».

Et pourtant, les Canadiens de souche conservaient une attitude ambiguë à l'égard de l'instruction. S'ils acceptaient de bonne grâce de payer leurs taxes scolaires, ils semblaient peu enclins à faire pleinement usage des services qu'ils se donnaient ainsi. La plupart retiraient leurs enfants de l'école sitôt qu'ils avaient assimilé les rudiments de la lecture, de l'écriture et du calcul. Pour les familles de cultivateurs, de bûcherons, de pêcheurs et d'ouvriers qui composaient alors le gros de la société, cela allait de soi : elles avaient besoin du travail de leurs enfants pour joindre les deux bouts.

À cause de l'importance des richesses naturelles dans son économie, le Canada a conservé cette mentalité pionnière longtemps après avoir achevé son industrialisation. Au milieu des années 1950, plus de la moitié de sa population active masculine n'avait qu'une instruction primaire. Seulement un travailleur sur trois était allé à l'école secondaire et pas même un sur dix, au collège ou à l'université. Une immigration composée en grande partie de membres des professions libérales et de travailleurs qualifiés palliait le manque d'instruction de la population. La solution n'était pas élégante, mais elle était efficace.

Il y eut bien quelques voix, en ces temps d'abondance, pour mettre les Canadiens en garde contre le danger auquel

ils s'exposaient en se confinant au rôle de porteurs d'eau. Mais les choses marchaient trop bien. Un jeune énergique et intelligent avait toutes les chances de mener une vie prospère, même sans le moindre diplôme. Il pouvait toujours s'initier au métier en observant un camarade plus expérimenté, dans le cadre d'un apprentissage officieux ou officiel.

On faisait alors une distinction très nette entre instruction et formation. Un travailleur formé n'était pas forcément instruit. Lorsqu'une entreprise renouvelait son équipement ou adoptait une technique nouvelle, les travailleurs peu instruits étaient formés avec un minimum de recours à l'écrit et à la théorie. Ce que la plupart ne savaient pas, c'est que cette formation deviendrait désuète et qu'il leur faudrait une instruction plus poussée pour se recycler.

Un beau jour, l'ordinateur a fait son entrée en scène, avec d'autres innovations qui modifiaient tellement les façons de faire que tous les travailleurs ont été obligés de troquer le maniement des objets pour celui des idées et des

*Non diplômés  
s'abstenir*

chiffres et souvent, d'apprendre quels concepts présidaient à l'organisation des tâches qu'ils exécutaient. Le fraiseur a dû s'initier aux subtilités de la CAO pour usiner sa pièce; l'agent de voyages, au

fonctionnement d'un logiciel pour établir le prix d'un forfait; le mécanicien, aux principes de l'électronique pour réparer les voitures de dernière génération.

L'apprentissage de ces nouvelles techniques exigeait plus qu'une intelligence vive et l'exemple d'un camarade chevronné. Il fallait pouvoir comprendre des instructions écrites, suivre des cours théoriques, répondre aux questions d'un ordinateur. Les travailleurs qui n'avaient pas terminé leurs études secondaires – et bon nombre de ceux qui les avaient terminées, mais n'étaient pas allés plus loin – ont graduellement été marginalisés. Ils auraient peut-être pu s'adapter, mais pourquoi courir le risque ? À mesure qu'elles automatisaient leur exploitation, les entreprises ont relevé leurs critères d'embauche. Voilà pourquoi de nos jours, les gens qui n'ont pas de diplôme d'études secondaires, et même d'études collégiales, ne peuvent pas poser leur candidature à quantité de postes de premier niveau.

Entre-temps, les experts de tout acabit ont commencé à farcir leurs conférences de plaidoyers sur l'urgence de doter le pays d'une main-d'œuvre « compétitive », c'est-à-dire instruite et polyvalente. Les Canadiens se sont fait dire et répéter *ad nauseam* que leur niveau de vie

se dégraderait s'ils ne s'intruisaient pas davantage. En 1967, John Porter, un sociologue réputé, écrivait déjà : « Les problèmes techniques, scientifiques et sociaux d'une société industrielle très avancée sont si complexes qu'elle ne peut pas se permettre de gaspiller ses ressources humaines. » Depuis, le décrochage n'a fait que gagner du terrain, sapant sournoisement le potentiel économique du Canada.

Tout se passe comme si nous avions gardé la mentalité de nos ancêtres, celle qui faisait croire aux jeunes qu'avec ou sans instruction, ils auraient leur chance un jour. Cette même foi de pionnier a entretenu notre industrie forestière dans l'illusion qu'elle n'avait pas besoin de reboiser parce qu'il y aurait toujours des forêts à exploiter au Nord.

*Le vieux rêve  
d'une vie meilleure  
deviendra-t-il  
mirage ?*

Pareille attitude était compréhensible il y a 30 ans, quand le Canada était encore un pays rude, vivant de ses richesses naturelles. Avec un peu de chance, un jeune décrocheur pouvait se tailler

une place honorable dans cette société-là; il lui faudrait une chance inouïe aujourd'hui.

Comme l'a écrit l'historien Arthur Lower, l'éducation avait pour nos ancêtres une finalité très claire : améliorer le sort de leurs enfants. S'ils veulent être fidèles à ce principe, les parents d'aujourd'hui devraient interdire le décrochage. Là où le problème atteint des proportions épidémiques, nous pourrions en effet assister bientôt à l'inversion d'une tendance qui semblait inaltérable : celle qui promettait à chaque génération une vie meilleure. Mohamed Hrimch, de l'Université de Montréal, a enquêté de façon approfondie sur certains quartiers de Montréal où un adolescent sur deux décroche. Il constate que si la tendance se maintient, « beaucoup de jeunes auront un niveau de scolarisation – et sans doute un niveau de vie – inférieurs à ceux de leurs parents ».

Son étude examine des aspects du problème qui n'avaient pas été abordés par celle de Statistique Canada, dont la perception que les décrocheurs ont d'eux-mêmes. Fait étonnant, ils ont une assez bonne opinion de leurs capacités : plus de 80 pour cent se considèrent très bons ou assez bons élèves. La section sur leurs aspirations révèle par ailleurs que 91 pour cent d'entre eux souhaitent avoir un travail intéressant, que 60 pour cent veulent gagner beaucoup d'argent et que 65 pour cent aspirent à se marier et à fonder une famille. Bref, leurs rêves et leurs espoirs sont identiques à ceux de leurs concitoyens.

L'enquête montréalaise suggère en fait que l'inexpérience pourrait être l'un des principaux facteurs de décrochage. « Ils gagnent le salaire minimum comme



pompistes ou comme caissières, et ils s'imaginent qu'ils vont pouvoir vivre de cela », observe M. Hrimech. Ils perdraient vite ces illusions s'ils lisaient une enquête plus récente de Statistique Canada sur les revenus des jeunes travailleurs : ceux qui ont un diplôme universitaire gagnent 50 000 \$ en moyenne; ceux qui ont de zéro à huit années complètes de scolarité et qui travaillent à temps plein toute l'année, 25 000 \$. Deux fois moins.

Et nous parlons de ceux qui travaillent à *temps plein toute l'année*. Or, pour la plupart, décrochage rime avec chômage : en 1991, 34 pour cent des décrocheurs et 26 pour cent des décrocheuses sondés par Statistique Canada avaient chômé au cours des 12 mois précédents, contre 23 pour cent des diplômés et 18 pour cent des diplômées du cours secondaire. Les titulaires de diplômes collégiaux ou universitaires étaient encore moins frappés, bien entendu.

Dans ces conditions, comment expliquer que les décrocheurs s'entêtent à rêver d'argent et d'emplois intéressants ? Peut-être parce qu'ils sont 85 pour cent à avoir l'intention de « raccrocher » un jour. Un répondant sur deux regrettait ouvertement d'avoir abandonné ses études, ayant compris depuis la valeur d'une bonne instruction. Plus souvent qu'autrement, la difficulté de se trouver un emploi stable était à l'origine de cette prise de conscience.

Il faut reconnaître que les Canadiens raccrochent en grand nombre. En 1991, le tiers des inscrits à temps plein dans nos collèges et universités étaient des adultes qui complétaient des études interrompues. Si l'âge moyen des apprentis canadiens est le plus élevé du monde, c'est parce que nos filières de formation sont saturées de décrocheurs qui rêvent de troquer contre un vrai métier leurs petits boulots monotones et mal payés, entrecoupés de périodes de chômage. Des centaines de milliers d'adultes n'en restent pas moins coincés aux marges de la population active, menacés d'éviction sommaire parce qu'ils ne peuvent pas fournir ce certificat de compétence intellectuelle qui s'appelle « diplôme » et qu'ils n'arrivent pas à terminer les études qui le leur procureraient.

À ceux qui décrochent en ayant l'intention de raccrocher, on devrait demander systématiquement : pourquoi abandonner si rien ne vous y oblige ? Et plus exactement : pourquoi vous compliquer la vie inutilement ? Car l'école est peut-être la seule exception à la règle d'Agnes Allen; il n'est pas plus facile d'y entrer que d'en

sortir. Bien au contraire, s'il est assez facile d'abandonner ses études, il peut s'avérer extrêmement difficile de retrouver le chemin de l'école une fois qu'on a pris des habitudes et des engagements d'adulte. Même avec les meilleurs plans et intentions du monde.

La jeunesse n'a peur de rien. Cette faculté par ailleurs admirable la rend, hélas, à peu près sourde aux cris d'alarme. Il n'est donc pas très utile de dire à un candidat au décrochage qu'il s'engage sur une voie périlleuse. On peut par contre poser le problème en termes plus « accrocheurs », en fonction de ce qui constitue, comme le disait très justement le philosophe William James, le « motif secret de tout ce que font et supportent les êtres humains : être, devenir ou redevenir heureux ».

Ce qu'il faut demander aux décrocheurs potentiels, c'est : ne croyez-vous pas que vous serez plus heureux en fin de compte si vous attendez d'avoir obtenu votre diplôme d'études secondaires pour quitter l'école ? Ou mieux encore, un diplôme d'études postsecondaires ? Toute l'expérience accumulée par l'espèce humaine montre que plus on est instruit, plus on apprécie la vie. Sénèque, illustre orateur de la Rome antique, disait déjà (avec peut-être un peu d'emphase) que le sage fait plus d'expériences dans le cours d'une seule journée que l'ignorant dans le cours d'une vie.

En règle générale, plus on est instruit, plus on est maître de sa vie. Je ne parle pas ici en termes économiques. Le principal enseignement de l'école, c'est la maîtrise intellectuelle et émotive qui permet de résister aux influences extérieures. L'instruction n'est pas un but en soi, mais un ensemble d'outils qui nous rend aptes à continuer notre éducation toute la vie durant. Il y a des années, un grand érudit anglais, le cardinal John Henry Newman, a écrit que le savoir « met l'esprit à l'abri du hasard et de la nécessité, à l'abri de l'anxiété, de l'incertitude, de l'insécurité et de la superstition qui troublent tant de gens ». La connaissance procure une liberté bien supérieure à l'illusion de liberté du décrocheur. Car aucune liberté n'apporte le bonheur si elle ne s'accompagne de la liberté d'esprit.

Se donner les moyens de dominer les hasards de la vie, de résister à la pression des événements : voilà sans doute les meilleurs arguments qu'on puisse employer pour convaincre des jeunes de continuer à étudier jusqu'à ce qu'ils aient en main la clé de leur bonheur. Ce n'est pas une voie facile. « Les racines de l'éducation sont amères », avertit Aristote. Mais il ajoute aussitôt que « ses fruits sont doux ». S'ils ne prennent pas la forme de liasses de billets, ils permettront toujours à ceux qui les cueillent de tirer le maximum de ce qu'ils ont reçu. Dans ce sens précis, le dicton a toujours raison : qui s'instruit s'enrichit.

*Quitter l'école est  
mille fois plus facile  
que d'y revenir*

